



4 Déambulations « Droits de l'Homme » dans les rues du centre de Draguignan

Vendredi 15 septembre 2017 10h & 14h

Samedi 16 septembre 2017 10h & 14h

Découvrir l'histoire des droits de l'homme et des luttes qui ont marqué notre histoire à travers une sélection de lieux dans Draguignan.

Une petite heure de balade à partir de l'Espace Millaud 55, avenue du 4 septembre à Draguignan (en face d'Orange)

Contact et inscription 06 46 00 07 55

**RENCONTRES
AVEC LE
TIERS-MONDE**

Espace associatif Jacques Millaud
55, avenue du 4 Septembre **83300 Draguignan**

Mél : rtn@ritimo.org Internet : <http://ritimo.paca.free.fr> www.ritimo.org

Déambulation Droits de l'homme 2017 à Draguignan

Avenue du 4 Septembre

La proclamation de la République française du 4 septembre 1870 est la proclamation au Peuple français par laquelle la République est rétablie après le Second Empire, fondant ainsi la Troisième République.

Beaucoup de villes et villages du Var ont une rue du 4 septembre car le Var a été en pointe dans la lutte contre la dictature de Louis Napoléon Bonaparte.

Le coup d'État du 2 décembre 1851 est l'acte par lequel, en violation de la légitimité constitutionnelle, Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République française depuis trois ans, conserve le pouvoir à quelques mois de la fin de son mandat, alors que la Constitution de la Deuxième République lui interdisait de se représenter. Si l'on compte plusieurs centaines de tués à Paris, il n'y a pas de bilan global des affrontements et exécutions sommaires d'insurgés menées par l'armée. Ainsi dans le Var les colonnes républicaines, mal armées, furent facilement dispersées par la troupe et il y eut entre 60 et 90 tués en quelques jours. La répression se déchaîne surtout contre les républicains. Il y a 30 000 arrestations et 10 000 déportations vers l'Algérie ou la Guyane (cependant une partie importante des condamnés sera graciée l'année suivante). 66 députés sont expulsés de France (dont Victor Hugo, Thiers, Changarnier, Victor Schoelcher...).



se poursuit par l'**Avenue Pierre Brossolette**

1903-1944 Pierre Brossolette est un journaliste français né en 1903. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il s'engage dans la Résistance. Arrêté en février 1944, il préfère se défenestrer plutôt que parler sous la torture de la Gestapo. Ses cendres ont été transférées au Panthéon, le 27 mai 2015.



se poursuit par l'**Avenue Salvador Allende**

A sa quatrième tentative, Salvador Allende remporte les élections présidentielles de 1973 au Chili à la tête d'une coalition des partis de gauche, l'Unité populaire. Il cherche à satisfaire les aspirations du peuple sans jamais s'écarter de la légalité. Il conduit un important programme de nationalisations et entreprend une réforme agraire, mais il ne peut empêcher l'économie du Chili de s'effondrer. Le 11 septembre 1973, le général Augusto Pinochet, soutenu par les Etats-Unis, prend le pouvoir en assiégeant et bombardant le palais présidentiel. Salvador Allende meurt le jour même dans des circonstances troubles.

Mémorial Arménien aux Allées d'Azémar, inauguré le 28 février 1995



Le Génocide arménien a été perpétré d'avril 1915 à juillet 1916, voire 1923, par le parti au pouvoir à l'époque connu sous le nom des « Jeunes-Turcs », qui dirige l'Empire ottoman alors engagé dans la Première Guerre mondiale aux côtés des Empires centraux. Il coûte la vie à environ un million deux cent mille Arméniens d'Anatolie et d'Arménie occidentale du fait de déportations, famines et massacres de grande ampleur. Chaque responsable local est chargé de rassembler ses administrés arméniens, puis les soldats et gendarmes ottomans escortent les convois jusqu'au désert dans des « marches de la mort » et procèdent eux-mêmes aux assassinats ou laissent libre cours à la violence de groupes de bandits armés majoritairement kurdes.

Sa reconnaissance politique à travers le monde fait encore l'objet de débats et de controverses, à cause de la négation de ce génocide, notamment en Turquie. En octobre 2015, le génocide est reconnu par les parlements de vingt-neuf pays.

La **rue d'Arménie** entre la rue République et la rue Cisson rappelle que la Provence a accueilli différentes vagues migratoires arméniennes dès le XVII^{ème} siècle et surtout après le génocide de 1915. D'origine économique, puis politique, ces flux de population ont débouché sur des installations et des liens durables.

Monument aux morts



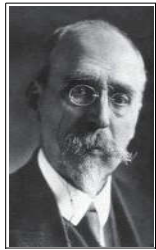
Population en 1914 : 9974 habitants Nombre de tués en 1914-1918 : 184

Le monument aux Morts de la Grande Guerre est l'œuvre du sculpteur marseillais Auguste Carli et le socle de l'architecte Félix Barla. Sur un piédestal massif, l'allégorie de la ville se dresse, portant la palme de la Victoire, accompagnée d'un Poilu chargé d'une brassée de fleurs. L'inscription initiale voulue par Joseph Collomp "Aux enfants de Draguignan victimes de la guerre" a été jugée choquante par le Conseil Municipal Vichyste de 1941 et remplacée par "Draguignan à ses enfants morts pour la France. » 1914-1918.

Arbre de la laïcité

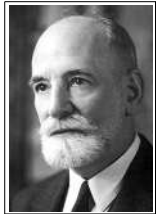


Planté en 2010 à gauche du monument aux morts dans le Jardin Anglès, volé en 2012, il a été replanté en 2013. Tout comme les arbres de la liberté sont une référence explicite à la révolution française, les arbres de la laïcité sont une commémoration de la loi de 1905 sur la séparation des églises et de l'État. Le but de ces cérémonies républicaines d'inauguration d'un arbre est de « rappeler que la laïcité permet l'émancipation de chacun, la liberté de conscience, la stricte égalité des droits des citoyens, quelles que soient leurs origines et leurs appartenances politiques ou religieuses » ainsi que de préserver les principes fondamentaux de la république et particulièrement cette richesse qu'est « le bien vivre ensemble ».



et **boulevard Ferdinand Buisson** 1841-1932 philosophe, éducateur et homme politique français, cofondateur et président de la Ligue des droits de l'Homme, ainsi que président de la Ligue de l'enseignement (1902-1906). En 1927, le prix Nobel de la paix lui est attribué conjointement avec Ludwig Quidde. Directeur de l'Enseignement primaire en France, il préside en 1905 la commission parlementaire chargée de mettre en œuvre la séparation des Églises et de l'État.

Place René Cassin



1887-1976. Juriste, diplomate et homme politique français. Membre du gouvernement de la France libre pendant la seconde Guerre mondiale, il est l'un des auteurs de la déclaration universelle des droits de l'homme en 1948, vice-président du Conseil d'État de 1944 à 1959, et président de la Cour européenne des droits de l'homme de 1965 à 1968. En 1968, il reçoit à la fois le prix Nobel de la paix et le prix des droits de l'homme des Nations unies.

Rue Georges Cisson



Catholique fervent, il fait vœu de pauvreté en 1935 et adhère à une équipe de Saint-Vincent-de-Paul ainsi qu'aux Équipes sociales. Engagé dans le syndicalisme chrétien, il est élu secrétaire fédéral adjoint de la CFTC. Mobilisé en 1939, Cisson part sur le front de l'Est comme sous-officier dans les chasseurs alpins. Blessé en 1940, il s'engage alors dans la lutte contre le régime de Vichy au sein du mouvement scout, et diffuse les Cahiers du Témoignage Chrétien. Il entre en contact en 1941 avec les réseaux de la Résistance (Combat en 1941 puis Libération en 1942) et participe au Comité départemental de Libération du Var, et crée Provence Libre, organe des Mouvements unis de la Résistance (MUR). Arrêté par la Gestapo à Marseille le 12 juillet 1944, il est fusillé avec vingt-huit autres résistants à Signes, le 18 juillet ; il était alors lieutenant-colonel des F.F.I.

Avenue Jean Jaurès

1859-1914. Une des figures majeures du socialisme français. Orateur brillant, cet homme politique prit la défense des plus faibles, des ouvriers des mines jusqu'au capitaine Dreyfus. Profondément pacifiste, ses discours le rendirent impopulaire à la veille de la Première Guerre mondiale. Son désir de réconciliation entre les peuples est perçu par ses ennemis comme une trahison. Les appels au meurtre furent lancés et entendus. Il fut assassiné le 31



juillet 1914 (trois jours avant le début des hostilités), par un nationaliste, Raoul Villain, qui a déclaré vouloir éliminer "un ennemi de son pays". Dix ans après sa mort, ses cendres furent transférées au Panthéon, rejoignant ainsi les grands hommes de la patrie.

L'avenue Jean Jaurès s'appelait au XVIII^e siècle la rue du safranier. Elle est devenue l'avenue des marronniers en 1810. Elle a ensuite été baptisée en 1934 du nom de Jean Jaurès pour honorer cet homme politique de gauche favorable à la paix en 1914. Durant l'Occupation, elle s'est brièvement appelée avenue du maréchal Pétain. De nombreux dracénois la désignent encore de son ancien nom d'avenue des marronniers.

Le Parvis des Droits de l'homme

qui accueille la Gare routière n'a jamais joué ce rôle tenu à Paris par l'esplanade du Trocadéro. C'est la place Cassin qui reste le lieu de rassemblement des événements liés à la défense des droits de l'homme

Lycée Jean Moulin

et monument de la Résistance place de la Paix De 1957 à 1964, Angelin German contribue à la réalisation d'un monument de commémoration à la gloire des sacrifices des Martyrs de la Résistance varoise.



Jean Moulin 1899-1943



Figure phare de la Résistance française lors de la Seconde Guerre mondiale. À lui seul, il a organisé et unifié la Résistance au sein du CNR. Convaincu de son devoir de lutte contre l'occupant, il se rend à Londres pour rencontrer le général de Gaulle, en 1941. Les deux hommes ne tardent pas à s'accorder leur confiance et Jean Moulin se voit confier la lourde tâche d'unifier la Résistance dans le Sud de la France. Le 21 juin 1943, Jean Moulin est emprisonné à Lyon et torturé pendant plusieurs jours. Malgré les souffrances abominables qu'il endure, jamais

il ne donnera une quelconque information sur le mouvement qu'il a mis en place. Il meurt lors de son transfert en Allemagne, le 8 juillet 1943. Ses cendres reposent au Panthéon depuis 1964 et son combat héroïque reste à jamais ancré dans l'Histoire.

Plaque à Sarda Garriga



Le nom de Sarda-Garriga à La Réunion est synonyme de Liberté. En effet, ce commissaire général de la République apporta en 1848 sur l'île l'annonce de l'abolition de l'esclavage avant d'en devenir également le nouveau gouverneur.

Cette plaque a été dressée en 1998 à l'entrée du Complexe Saint Exupéry par l'association des réunionnais REV'Filao.



Cimetière américain



Avenue Kennedy, sur un espace verdoyant de 5 hectares sont rassemblées les sépultures de 861 soldats américains, dont 62 inconnus, morts durant les combats de 1944, lors de la reconquête du sud de la France. C'est un lieu unique dans le sud-est de la France car il honore le débarquement allié du 15 août 1944, appelé « opération Anvil Dragoon ». Un mur des disparus comporte le nom de 294 américains dont les corps ne furent jamais retrouvés ou identifiés.

